L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI SADC AUJOURD'HUI VOL. 6 OCTOBRE 2020 LI WA SADC KW 2020: DODOMA, JAMH MAPUTO, JAMH LI CHANGA



POLITIQUE 3 SOMMET DE LA SADC 4-5 **AGRICULTURE** 6-7 **INTEGRATION** 8-9 **ENERGIE** 10 **GENRE** 11 **CATASTROPHE MARITIME** 12 **COMMERCE** 13 **ELECTIONS** 14 **EVENEMENTS** 15 L'HISTOIRE AUJOURD'HUI 16

Par Kizito Sikuka

LE 40ÈME Sommet de la SADC, le 17 août, s'est tenu pour la première fois dans un format virtuel, coordonné depuis Maputo, au Mozambique, et a approuvé des initiatives allant du commerce et des finances à la santé et à la paix et à la sécurité, visant à faire progresser l'intégration régionale et le développement durable.

Entre autres décisions, les leaders ont convenu d'une approche coordonnée pour faire face à l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie de la SADC.

Cela fait suite à un ralentissement important des activités économiques dans des secteurs tels que le tourisme, l'aviation et la fabrication en raison du nouveau coronavirus qui a contraint la plupart des pays de la région à imposer un confinement en mars de cette année pour contenir la propagation du virus.

Le sommet a approuvé des mesures pour faire face aux impacts sectoriels du confinement pour soutenir l'économie de la SADC pendant le ralentissement économique mondial débilitant.

Le sommet a noté que si les États membres devraient continuer à renforcer leurs systèmes de santé publique et leur secteur humanitaire, il est également essentiel d'investir et de canaliser certaines ressources vers les secteurs économiques affectés afin que ceux-ci puissent être réactivés et maintenir leur compétitivité.

Selon le Secrétariat de la SADC, la croissance économique dans la région devrait baisser d'environ 3,8 pour cent en 2020, principalement en raison des impacts négatifs de la COVID-19.

Le Président en exercice de la SADC, le Président Filipe Nyusi du Mozambique, a déclaré que pour faire face à l'impact de la COVID-19 sur l'économie, les États membres doivent travailler ensemble car la pandémie ne connaît ni frontières, ni race, ni classe.

de la SADC approuve la Vision 2050

« À l'heure de la pandémie de la COVID-19, nous devons tous faire des efforts supplémentaires, une plus grande solidarité, une action coordonnée et concertée pour lutter contre la pandémie », a déclaré le Président Nyusi dans son discours aux chefs d'État et de gouvernement, qui ont participé via la technologie de vidéoconférence de leurs différents pays.

Concernant le programme de développement pour l'après-2020, le 40ème Sommet de la SADC a approuvé une vision à long terme qui définit les aspirations de la région jusqu'en 2050 ainsi qu'un nouveau plan stratégique pour les 10 prochaines années jusqu'en 2030.

La Vision 2050 de la SADC repose sur une base solide de paix, de sécurité et de gouvernance démocratique.

Elle prévoit que la coopération dans la région au cours des 30 prochaines années sera fondée sur les trois piliers thématiques interdépendants du Développement Industriel et de l'Intégration des Marchés; du Développement des infrastructures à l'appui de l'Intégration Régionale; et du Développement du Capital Social et Humain.

La Vision envisage l'intégration de questions transversales telles que le genre, la jeunesse, l'environnement et le changement climatique, ainsi que la gestion des risques de catastrophe dans les trois piliers thématiques.

Les leaders ont également approuvé le Plan Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP) 2020-30 en tant que nouveau plan stratégique pour la SADC, remplaçant le RISDP révisé 2015-20 qui s'est terminé en mars de cette année.

Le nouveau plan stratégique devrait opérationnaliser la Vision 2050 et constitue le plan directeur régional qui guide le programme d'intégration de la SADC.

Contrairement aux plans stratégiques régionaux précédents, le RISDP 2020- 30 les interventions combine précédemment présentées dans le cadre du RISDP révisé et du Plan indicatif stratégique de l'Organe de coopération en matière de politique, défense et sécurité.

La décision d'intégrer les questions de paix, de sécurité et de gouvernance dans le RISDP 2020 -30 est une reconnaissance par la région que les deux plans stratégiques sont complémentaires et visent à atteindre le même objectif commun.

Le Président sortant de la SADC, le Président John Magufuli de la République-Unie de Tanzanie a déclaré que l'approbation des deux documents est un jalon majeur car elle fournit à la région une nouvelle approche pour atteindre les objectifs de la « SADC que nous voulons ».

« Je suis convaincu que dans les deux documents, nous fournirons une nouvelle approche à nos objectifs de la « SADC que nous voulons », a-t-il déclaré.

La « SADC que nous voulons » envisage une région unie, intégrée et prospère où les citoyens bénéficient pleinement des avantages de l'appartenance à une communauté partagée en Afrique australe.

En ce qui concerne l'histoire et le patrimoine, le 40ème Sommet de la SADC a approuvé le Mécanisme pour honorer les Fondateurs de la SADC.

Le mécanisme devrait inspirer les citoyens des États membres de la SADC, aux niveaux national et régional, à apprécier et à



reconnaître la vision et les actions des leaders qui ont établi la Conférence de Coordination du Développement de l'Afrique australe (SADCC) en 1980, devenant la SADC en 1992.

Cette génération de leaders visionnaires comprenait président Sir Seretse Khama du Botswana, le président Julius Nyerere de la République-Unie de Tanzanie, le président Samora Machel du Mozambique, le président Kenneth Kaunda de la Zambie, le président José Eduardo dos Santos de l'Angola et le président Robert Mugabe du Zimbabwe.

Ces leaders ont sacrifié la liberté économique de leur pays pour faire en sorte que le reste de la région accède à l'indépendance politique.

Sur le plan politique et sécuritaire, le sommet a été saisi de la situation qui prévaut dans la région, en particulier dans le nord du Mozambique, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et le Royaume du Lesotho.

Ils ont promis d'aider le Mozambique à lutter contre l'insurrection dans le nord du

Au sujet des nouvelles menaces à la sécurité dans la région, le sommet a « exhorté les États membres à prendre des mesures proactives pour atténuer les interférences extérieures, l'impact des fausses informations et l'abus des médias sociaux, en particulier dans les processus électoraux.

Le Sommet a salué le Président sortant de l'Organe sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité, le Président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe pour avoir dirigé les efforts régionaux visant à assurer la stabilité dans la région pendant son mandat d'août 2019 à août 2020.

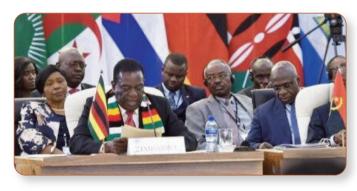
Le président Mnangagwa a négocié un accord qui a vu la RDC

et la Zambie s'engager à résoudre à l'amiable leur différend frontalier, et il a convogué une réunion régionale en mai pour discuter de la situation sécuritaire dans le nord du Mozambique.

Selon un communiqué publié peu après le sommet, la SADC devrait convoquer un sommet physique en mars 2021 à Maputo, au Mozambique, si la situation de la COVID-19 s'améliore.

Le 40ème Sommet de la SADC s'est tenu sous le thème « SADC: 40 ans de consolidation de la paix et de la sécurité, promotion du développement et de la résilience face aux défis mondiaux ».

Le 41ème Sommet de la SADC est prévu pour août 2021 au Malawi.



Nouveau leadership de la SADC

LE 40ÈME Sommet de la SADC a vu la transition annuelle du leadership, avec le président mozambicain Filipe Nyusi prenant le relais du poste de Président de la SADC, le Président John Magufuli de la République-Unie de Tanzanie.

Le Président Lazarus Chakwera du Malawi a été élu Vice-président de la SADC, également connu sous le nom de Président entrant.

Le Sommet de la SADC est chargé de l'orientation générale de la politique et du contrôle des fonctions de la Communauté, ce qui en fait finalement la plus haute institution décisionnelle de

Il est composé de tous les Chefs d'État ou de Gouvernement de la SADC et est géré selon un système de Troïka. Dans ce système, la Troïka comprend le Président en exercice de la SADC, le vice-président et le Président sortant.

Entre les Sommets, la Troïka du sommet est désormais composée des Présidents Nyusi, Chakwera et Magufuli.

En ce qui concerne l'Organe sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité, le Président Mokgweetsi Masisi du Botswana assumera la présidence prenant le bâton Président du Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe.

Le Président Cyril Ramaphosa d'Afrique du Sud a été élu Viceprésident de l'Organe, qui est chargé de promouvoir la paix et la sécurité dans la région de la

L'Organe de la SADC sur la coopération politique en matière de défense et de sécurité est également géré sur une base de Troïka et est chargé de promouvoir la paix et la sécurité dans la région de la SADC.

Il se compose du président (président Masisi), du vice-président (président Ramaphosa) et du président sortant (président Mnangagwa), et fait rapport au président de la

Le Sommet de la SADC et la Troïka de l'Organe s'excluent mutuellement, et le Président de l'Organe n'assume simultanément la présidence du

Le Protocole sur l'Emploi et le Travail à réviser

LE PROTOCOLE de la SADC sur l'Emploi et le Travail est en cours de révision pour s'assurer qu'il tienne compte de l'évolution de la dynamique mondiale du marché du travail.

La décision de revoir le protocole a été prise lors du 40ème Sommet de la SADC tenu le 17 août.

« Le sommet a approuvé l'élaboration d'un nouveau Protocole sur l'Emploi et le Travail et, à cet effet, a approuvé le retrait du protocole existant sur l'emploi et le travail », lit-on en partie dans un communiqué publié par les leaders régionaux à la fin du Sommet organisé à l'aide de la technologie de vidéoconférence et coordonné depuis Maputo, Mozambique.

Le Protocole existant sur l'Emploi et le Travail a été adopté en août 2014 et n'était pas encore entré en vigueur jusqu'à la dernière décision, car il n'a été ratifié que par un État membre.

Pour qu'un protocole de la SADC entre en vigueur et devienne contraignant, il doit être ratifié par au moins les deux tiers des 16 États membres. À cet égard, la région a maintenant

décidé de supprimer l'instrument actuel et d'élaborer un nouveau protocole acceptable pour les États membres.

Le protocole révisé devrait permettre au secteur de l'emploi et du travail de la région de promouvoir plus facilement les intérêts communs grâce à une coopération plus étroite entre les différentes parties prenantes.

Lors de leur réunion tenue en mars à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie, les Ministres de la SADC responsables de l'Emploi et du Travail ont déclaré que le nouvel instrument régional accélérera les progrès vers un marché du travail régional harmonisé et coordonné capable de respecter l'agenda du travail décent.

Les objectifs du nouveau protocole devraient également être alignés sur les objectifs mondiaux et les questions émergentes telles que le travail décent et la sécurité sociale, ont déclaré les ministres.

En fin de compte le nouveau protocole sera un outil essentiel pour fournir une orientation stratégique sur le programme d'emploi et de travail dans la région de la SADC."

Vers les Normes Minimales de la SADC pour l'enrichissement des aliments

La SADC est en train d'élaborer des normes régionales minimales pour promouvoir la coopération sur l'enrichissement des aliments en Afrique australe.

La fortification ou l'enrichissement des aliments consiste à ajouter des micronutriments, en particulier des oligo-éléments essentiels et des vitamines aux aliments.

L'enrichissement est généralement réalisé par les fabricants de produits alimentaires ou par les gouvernements dans le cadre d'une politique de santé publique, qui vise à réduire le nombre de personnes souffrant de carences alimentaires au sein d'une population.

En août, le Secrétariat de la SADC, en collaboration avec l'Union européenne, a convoqué une réunion régionale de validation des normes minimales de la SADC pour l'enrichissement des aliments.

Le développement de normes minimales soutient l'opérationnalisation de la Politique Agricole Régionale de la SADC (PAR), qui est un cadre politique global qui guide le développement du secteur agricole pour la région.

Les objectifs de la PAR sont d'améliorer la production agricole durable, la productivité et la compétitivité; d'améliorer le commerce régional et international et l'accès aux marchés des produits agricoles; améliorer l'engagement et l'investissement des secteurs privé et public dans les chaînes de valeur agricoles; et de réduire la vulnérabilité sociale et économique de la population de la région dans le contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'évolution de l'environnement économique et climatique.

Les normes minimales proposées sont également l'une des priorités de la stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la SADC, un cadre pour le secteur de la nutrition et de l'agriculture de la région qui contribue au programme commun de la SADC pour une croissance économique durable et équitable.

Prenant la parole lors de la réunion de validation, le Directeur de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles du Secrétariat de la SADC, le Dr Domingos Gove, a déclaré qu'une bonne nutrition est un élément important pour mener un mode de vie sain pour les communautés de la SADC, qui sont confrontées à une forte prévalence de carences en micronutriments.

Il est prévu que l'adoption de normes régionales minimales sur l'enrichissement des aliments devrait:

- Accélérer l'élaboration d'une législation nationale obligatoire sur l'enrichissement des aliments et élargir la couverture des aliments riches en micronutriments dans la région;
- Permettre le commerce intra régional d'aliments enrichis et promouvoir une augmentation

- de l'apport de micronutriments clés dans les États membres; et
- Prévenir, réduire et contrôler les carences en vitamines et minéraux essentiels et améliorer les résultats nutritionnels en matière de santé.

Conformément à la procédure de la SADC, les normes minimales seront maintenant présentées à diverses structures régionales pour examen.

Celles-ci sont ensuite examinées par la réunion des Ministres de la SADC responsables de la Santé qui est prévue pour novembre, avant recommandation pour approbation par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC en 2021.

Lutter contre la montée des armes à feu illégales

DANS SA tentative de freiner la prolifération des armes légères et autres munitions couramment utilisées dans la perpétration de crimes violents dans toute la région, la SADC a révisé le Protocole sur le contrôle des armes à feu, des munitions et autres matériels connexes.

Le 40ème Sommet de la SADC a approuvé un Accord amendant le Protocole de la SADC sur le contrôle des armes à feu, munitions et autres matériels connexes lors de leur réunion annuelle tenue le 17 août.

Le projet d'accord vise à élargir le champ d'application du protocole aux armes classiques.

Il vise également à aligner le protocole sur les conventions internationales ainsi qu'à intégrer les menaces contemporaines de prolifération des armes légères et de petit calibre dans la région et les meilleures pratiques et normes de prévention et de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions et autres matériaux.

Signé en 2001, le Protocole de la SADC sur le contrôle des armes à feu, munitions et autres matériels connexes est entré en vigueur en 2004 et vise à prévenir et à éradiquer la fabrication, le trafic, la

possession et l'utilisation illicites d'armes à feu.

Ces dernières années, il y a eu une prolifération des armes légères et une instabilité politique dans certains États Membres, menaçant la paix et la stabilité.

En outre, la majorité des armes à feu utilisées dans la perpétration de crimes violents étaient soit non marquées, non enregistrées, soit volées, d'où la nécessité pour la SADC de revoir son Protocole sur le contrôle des armes à feu, des munitions et autres matériels connexes pour lutter contre la montée des armes à feu dans la région.

Les nouveaux leaders de la SADC promettent une coopération régionale plus approfondie

Par Nyarai Kampilipili

LES LEADERS nouvellement élus d'Afrique australe ont promis de poursuivre le travail de leurs prédécesseurs pour faire progresser une intégration plus approfondie dans la région de la SADC.

Les nouveaux leaders, le Président Dr Lazarus Chakwera du Malawi et le Premier Ministre Dr Moeketsi Majoro du Lesotho,



Premier Ministre Dr. Moeketsi Majoro

l'ont déclaré dans leurs discours inauguraux au 40ème Sommet de la SADC tenu le 17 août dans un format virtuel.

Le Dr Majoro a prêté serment en mai 2020 à la suite de la démission de l'ancien Premier ministre Thomas Thabane. Il a déclaré que le Lesotho restait attaché aux idéaux d'une région unie, intégrée et prospère.

« Le Lesotho souscrit pleinement aux aspirations de la



Président Dr Lazarus Chakwera

SADC à l'amélioration des conditions socio-économiques pour tous ses citoyens », a-t-il déclaré.

Le Dr Majoro a déclaré que le Lesotho est reconnaissant du soutien continu de la SADC pour aider le pays à trouver une solution durable à ses défis politiques.

Le Président Chakwera a rendu hommage à la SADC pour son soutien au Malawi, affirmant que son pays était prêt à continuer à travailler avec d'autres États membres pour promouvoir et renforcer le développement durable et l'intégration régionale.

Il a déclaré qu'une SADC unie est essentielle et sera un honneur pour l'un des fils illustres de la région - l'ancien président de la



Feu Président Benjamin Mkapa

République-Unie de Tanzanie Benjamin William Mkapa décédé en juillet.

Mkapa était passionné par l'intégration économique et politique de la région de la SADC et est crédité du lancement, en 2004, du premier Plan de développement stratégique indicatif régional (RISDP), le plan stratégique à long terme de la région.

Fervent partisan du pouvoir de la coopération régionale dans la lutte contre la pauvreté, Mkapa a souvent appelé les États membres de la SADC à « courir pendant que d'autres marchent ».

Mkapa a présidé la SADC entre août 2003 et août 2004 et était un défenseur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des jeunes.

vous demande Тe humblement, le nouveau Président, le Président Felipe Nyusi du Mozambique, de ne pas nous accorder de repos pendant votre mandat jusqu'à ce que nous nous unissions nos mains pour honorer l'héritage de Son Excellence feu Benjamin libéralisant Mkapa en pleinement le commerce dans la région de la SADC et en débloquant les possibilités dont nos peuples rêvent », a déclaré le Dr Chakwera.

« Si cet appel est accueilli favorablement par Vos Excellences, je peux vous promettre que vous trouverez au Malawi et dans mon gouvernement un partenaire enthousiaste prêt à se mettre au service de cette noble idée, dont je crois que l'heure est venue. »

Le Dr Chakwera a prêté serment en tant que président du Malawi le 28 juin 2020 à la suite d'une reprise des élections contre l'ancien président Peter Wa Mutharika. Il devient le sixième président du Malawi. □

La SADC donnera la priorité aux mesures de lutte contre le terrorisme et les menaces à la sécurité

LA PAIX ET la sécurité dans la SADC sont d'une importance capitale si la région veut atteindre ses objectifs de développement durable et de croissance économique pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau et la qualité de vie de ses populations.

L'absence de paix et de sécurité menace l'intégration régionale, qui repose sur des principes démocratiques et un développement équitable et durable.

C'est dans ce contexte que les leaders de la SADC ont reçu un rapport du Secrétariat sur les menaces émergentes pour la sécurité dans la région.

Les leaders ont félicité le Secrétariat pour le rapport détaillé et l'ont chargé de préparer un plan d'action pour sa mise en œuvre en donnant la priorité aux mesures de lutte contre le terrorisme, les attaques violentes et la cybercriminalité.

Le rapport du Secrétariat fait suite à une menace pour la sécurité dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, où des militants soupçonnés d'être liés au groupe État islamique se seraient emparés du port fortement défendu de la ville de Mocimboa da Praia.

La ville est à proximité du site de projets de gaz naturel estimés avoir attiré 60 milliards de dollars américains en investissements.

La découverte d'énormes quantités de gaz naturel au Mozambique a suscité l'intérêt des investisseurs pour l'exploitation de la ressource, améliorant ainsi les perspectives de développement économique du pays.

Mais les menaces d'insécurité annulent ces perspectives et sapent la quête de paix et de sécurité de la région de la SADC en tant que précurseur du développement économique.

Le sommet s'est félicité de la décision du Mozambique de porter à l'attention de la SADC les attaques violentes dans le pays et a félicité le pays pour ses efforts continus dans la lutte contre le terrorisme et les attaques violentes.

Un communiqué publié à la fin du sommet a déclaré que les leaders de la SADC ont exprimé leur solidarité et leur engagement à soutenir le Mozambique dans la lutte contre le terrorisme et les attaques violentes, et condamné tous les actes de terrorisme et les attaques attaques armées.

En mai, l'Organe de la SADC sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité a convoqué un sommet extraordinaire pour examiner la situation politique et sécuritaire qui prévaut dans la région.

Le Sommet extraordinaire de la Troïka de l'Organe a fermement condamné les attaques armées et les actes de sabotage perpétrés par les terroristes et les groupes armés à Cabo Delgado.

Il a réitéré la position de la SADC qui condamne tous les actes de terrorisme et attaques armées où qu'ils se produisent, tels qu'ils figurent dans la Déclaration de la SADC sur le terrorisme et la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme.



LA SADC a fait des progrès significatifs au cours de l'année écoulée pour approfondir la coopération et atteindre le développement socio-économique malgré les nombreux défis auxquels la région est confrontée.

Ce sont les paroles du Président John Magufuli de la République-Unie de Tanzanie lorsqu'il a remis les instruments de fonction de la SADC au Président Filipe Nyusi du Mozambique lors du 40ème Sommet de la SADC le 17 août.

Il a cité la coopération entre les États membres pour contenir la propagation de la COVID-19 comme l'une des principales réalisations au cours de la période pendant laquelle la Tanzanie a présidé la SADC entre août 2019 et août 2020.

« Il est vrai que cette maladie a de nombreux effets secondaires que nous avons expérimentés, mais nous nous sommes efforcés de faire face à cette épidémie, contrairement aux prédictions de certaines personnes », a déclaré Magufuli.

Les États membres de la SADC ont, entre autres mesures, en œuvre des réglementations strictes pour garantir que la pandémie de la COVID-19 ne se propage pas à travers la région. Les mesures comprenaient la fermeture des frontières, le respect des protocoles sanitaires l'Organisation Mondiale de la Santé et l'adoption de directives harmonisées sur la circulation transfrontalière marchandises dans la région.

« Je tiens à féliciter tous les États membres et le Secrétariat pour les diverses mesures qu'ils ont prises pour lutter contre la maladie à coronavirus.

"Comme vous vous en souviendrez, même avant que l'Organisation Mondiale de la Santé ne déclare le coronavirus une épidémie internationale, le 9 mars 2020, la Tanzanie, en tant

Nous avançons malgré les défis - Magufuli

que présidente de la SADC, a convoqué une réunion d'urgence des

Ministres de la Santé de la SADC pour discuter de la manière de lutter contre la maladie", a déclaré Magufuli.

La réunion a adopté diverses directives et stratégies pour faire face à la maladie.

« Et sur base de ces directives, je suis heureux de dire que, dans une large mesure, nous avons pu contrôler cette maladie dans notre région. »

Il espère que, grâce à une coopération accrue entre les États Membres, la région pourra éventuellement sortir de la pandémie.

« À cet égard, je voudrais saisir cette occasion pour appeler le Secrétariat et les États membres à travailler ensemble pour accélérer la mise en place de notre Fonds stratégique de préparation et de réponse aux risques de catastrophe », a déclaré Magufuli.

Une autre réalisation majeure de l'année a été la conclusion du processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2020 pour la SADC.

Le processus a abouti à l'approbation par le Sommet en août de la Vision 2050 de la SADC et du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP) 2020-2030.

La Vision 2050 de la SADC sera opérationnalisée à travers le RISDP 2020-2030, qui a remplacé le RISDP révisé 2015-2020 qui a expiré en mars. « Je suis convaincu que ces deux documents, qui seront débattus lors de ce Sommet, fourniront des orientations sur la manière d'atteindre nos objectifs de la « SADC que nous voulons » », a déclaré Magufuli.

Le lancement du certificat électronique sur les règles d'origine lors du 39ème Sommet de la SADC tenu à Dar es Salaam, en Tanzanie en août 2019, était une autre réalisation citée par le Président sortant de la SADC.

« Le lancement de ce système facilitera le commerce transfrontalier, en particulier pour nos petites entreprises », a déclaré Magufuli.

L'année écoulée a également vu le lancement du Conseil des entreprises de la SADC lors de la Semaine de l'industrialisation de la SADC organisée par la Tanzanie en août 2019.

« Il est clair que la création de ce conseil stimulera les activités productives et renforcera la coopération entre le secteur public et le secteur privé, ce qui est crucial pour la construction d'une économie moderne », a déclaré le président sortant de la SADC.

Au sujet de la paix et de la sécurité, Magufuli a noté la stabilité qui prévaut dans la région et a rendu hommage au président sortant de l'organe de la SADC sur la coopération politique, défense et sécurité, le président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe.

« Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier le

Président de l'Organe sur la politique, la défense et la sécurité, le président Mnangagwa du Zimbabwe pour ses efforts pour trouver une solution durable à la crise en République démocratique du Congo ».

« Je félicite également le peuple du Lesotho d'avoir conclu un Accord de Paix sous l'arbitrage de la République d'Afrique du Sud, qui a conduit à la nomination du Dr Moeketsi Majoro au poste de Premier Ministre du pays après le départ à la retraite du Dr Thomas Thabane. »

Il a félicité les leaders du Botswana, du Malawi, de Maurice, du Mozambique et de la Namibie pour les élections largement pacifiques tenues dans ces États membres au cours de l'année écoulée.

« L'élection de ces leaders est un signe de la maturité des principes de la démocratie dans notre communauté », a déclaré Magufuli.

L'adoption du kiswahili comme l'une des quatre langues officielles de la SADC a été une autre réalisation au cours de l'année écoulée.

Magufuli a déclaré qu'il est à espérer que l'adoption du kiswahili dans la SADC favorisera la coopération et la cohésion dans la région.

Le leader tanzanien a souhaité le meilleur au président Nyusi alors qu'il assume le poste de président de la SADC pour la période d'août 2020 à août 2021. □





Précipitations suffisantes prévues pour la SADC pour la saison 2020/21

Par Egline Tauya

LA CONFIGURATION régionale des précipitations pour la saison agricole 2020/21 est encourageante car la majeure partie de l'Afrique australe devrait recevoir des précipitations adéquates tout au long de la saison de croissance.

Il s'agit d'une amélioration par rapport à la saison précédente, où moins de précipitations avait eu des effets néfastes sur l'agriculture, les ressources en eau et la production d'énergie hydroélectrique dans la plupart des régions.

Les dernières perspectives produites par les experts régionaux du climat prévoient qu'il y aura des précipitations normales à supérieures à la normale dans la majeure partie de la SADC entre octobre 2020 et mars 2021.

Les prévisions consensuelles ont été établies par le 24ème Forum sur les perspectives climatiques de l'Afrique australe (SARCOF), qui s'est réuni à Luanda, en Angola, du 27 au 30 août.

Les prévisions de SARCOF sont divisées en deux parties couvrant les mois d'octobre à novembre (OND) 2020 et de janvier à février (JFM) 2021.

Les prévisions montrent que la majeure partie de la région de la SADC est susceptible de recevoir des précipitations élevées dites normales à supérieures à la normale entre octobre et décembre, bien que le nord-ouest de l'Angola, la majeure partie de la République démocratique du Congo, l'est de Madagascar, le nord du Malawi, le nord du Mozambique, les Seychelles, la République-Unie de Tanzanie et le nord-est de la Zambie devraient recevoir de faibles précipitations qualifiées de normales à inférieures à la normale.

Les précipitations supérieures à la normale sont définies comme se situant dans le tiers le plus humide des quantités de précipitations enregistrées historiquement, tandis que sous la normale se situent dans le tiers le plus sec des quantités de précipitations et la normale est les précipitations dans le tiers moyen.

La seconde moitié de la saison agricole, qui couvre la période de janvier à mars 2021, devrait recevoir des précipitations normales à supérieures à la normale pour toute la région de la SADC.

Les perspectives de précipitations adéquates signifient que la région devrait connaître une bonne récolte pendant la saison agricole 2020/21.

Cette nouvelle devrait être bien accueillie après les saisons successives de mauvaises récoltes au cours des saisons agricoles 2018/19 et 2019/20.

Sur base des prévisions, les gouvernements de la région ont été encouragés à garantir une disponibilité adéquate des intrants agricoles tels que les semences et les engrais.

Compte tenu des précédentes sécheresses récurrentes dans certaines parties de la région, les gouvernements et les partenaires de développement ont été encouragés à soutenir les agriculteurs en leur fournissant des intrants.

Les experts ont noté la nécessité de moderniser les installations de stockage pour réduire les risques de perte de récoltes.

Les prévisions positives indiquent une amélioration des débits des rivières et des niveaux des barrages dans la plupart des régions de la région de la SADC, un développement qui est crucial pour l'irrigation.

Les bonnes pluies attendues seront une opportunité pour la collecte d'eau dans la majeure partie de la région de la SADC. Les gouvernements et les agriculteurs ont été encouragés à investir dans la remise en état des installations de stockage de l'eau ainsi que dans la conservation des sols, étant donné le potentiel d'engorgement.

Les experts ont mis en garde contre la probabilité d'inondations soudaines dans les zones basses de toute la région, en particulier pendant la seconde moitié de la saison.

Sur base de cette menace potentielle, les experts ont conseillé aux États membres d'être proactifs en activant des plans de gestion des risques de catastrophe pour s'assurer qu'ils sont prêts lorsque le besoin se fait sentir d'évacuer les personnes et le bétail vers des terrains plus élevés.

Les agriculteurs des zones inondables ont été encouragés à planter les hautes terres et à entreprendre une bonne gestion des terres.

Les experts ont également averti que les fortes pluies s'accompagnaient souvent d'épidémies de ravageurs et de maladies des cultures et du bétail. À cet égard, les gouvernements ont été encouragés à s'approvisionner en produits chimiques et autres pesticides, ainsi qu'à redoubler d'efforts pour assurer une immersion régulière du bétail et des activités de lutte antiparasitaire pour les cultures.

Dans les régions qui devraient connaître des précipitations inférieures à la normale au cours de la première moitié de la saison agricole, les agriculteurs ont été encouragés à planter des variétés de saison courte car il y aura un début tardif de la saison des pluies dans ces zones.

Les prévisions apportent un soulagement à l'Afrique australe alors que la région tente toujours de reconstituer ses réserves alimentaires après l'apparition de cyclones tropicaux, d'épidémies acridiennes et de la pandémie de la COVID 19, qui ont eu des effets néfastes sur l'agriculture, les ressources en eau et la production hydroélectrique.

En établissant les perspectives pour la saison 2020/21, les climatologues ont pris en compte les facteurs océaniques et atmosphériques qui influencent le climat de la région de la SADC, y compris El Niño-Oscillation australe (ENSO), qui est actuellement dans sa phase neutre.

ENSO est un phénomène naturel qui implique des fluctuations de la température de l'océan dans l'océan Pacifique tropical.

El Niño est un terme pour la phase chaude de l'ENSO et est associé aux sécheresses en Afrique australe.

La Niña est l'opposé d'El Niño et fait référence à la phase de refroidissement de la même oscillation de température de surface de la mer. Il est associé à des conditions humides en Afrique australe.

Selon SARCOF-24, l'ENSO devrait évoluer vers une phase La Niña au cours de la période de prévision.

D'autres facteurs pris en compte par les experts du climat pour établir ces perspectives étaient une probabilité accrue d'un dipôle négatif de l'océan Indien (IOD) et d'un dipôle subtropical neutre de l'océan Indien (SIOD) d'ici la fin de mars 2021.

L'IOD est une oscillation irrégulière des températures de surface de la mer dans laquelle l'océan Indien occidental devient





alternativement plus chaud (phase positive) puis plus froid (phase négative) que la partie orientale de l'océan, tandis que le SIOD est caractérisé par l'oscillation des températures de surface de la mer dans laquelle le sud-ouest de l'océan Indien est plus chaud puis plus froid que la partie orientale de l'océan.

Des variations locales et mensuelles devraient se produire et les agriculteurs et les autres utilisateurs des prévisions SARCOF-24 sont invités à contacter leurs services météorologiques et hydrologiques nationaux pour interpréter les perspectives.

Les prévisions pluviométriques ont été préparées par des climatologues des services météorologiques et hydrologiques nationaux des États membres de la SADC ainsi que par des experts du Centre des services climatologiques de la SADC.

La réunion de SARCOF-24 a été organisée sous le thème Soutenir les services climatiques dans la région de la SADC pendant une pandémie. sardc.net 🗖



La SADC s'attaque à l'épidémie acridienne

LE SECRÉTARIAT de la SADC s'est associé à deux autres organisations pour lancer un projet de coopération sur les efforts de lutte contre une épidémie de criquets migrateurs africains.

Le Secrétariat a lancé le Projet de coopération technique (PCT) avec le Bureau sous régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique australe et l'Organisation internationale de lutte antiacridienne pour l^TAfrique centrale et australe (IRLCO-CSA) en septembre.

Le projet vise à lutter contre l'épidémie de criquet migrateur africain (CMA) dans la région. En 2020, des foyers acridiens ont été signalés dans un certain nombre de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, et la région de la SADC n'a pas été épargnée.

Les criquets provoquent une grave insécurité alimentaire et nutritionnelle et la perte de moyens de subsistance en raison des dommages aux cultures et aux pâturages.

En mai 2020, le CMA a été enregistrée dans huit États membres de la SADC. Il s'agit du Botswana, Eswatini, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie.

L'épidémie s'est depuis propagée au Zimbabwe et à d'autres États membres.

Le ravageur s'est propagé de ses zones de reproduction traditionnelles dans le delta de l'Okavango, les zones humides de Chobe et les plaines du Zambèze à de nouvelles zones.

Selon le Secrétariat de la SADC, « le nombre croissant de points chauds et de propagation du CMA est très préoccupant étant donné la menace pour les cultures irriguées ainsi que pour la principale saison de semis, qui est imminente.

« La menace du CMA peut avoir un effet multiplicateur sur la situation déjà précaire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle », a déclaré le Secrétariat dans un communiqué après le lancement du

Il a déclaré que l'épidémie du CMA exacerbe les graves défis économiques auxquels les États membres sont déjà confrontés, y compris les contraintes de ressources posées par les mécanismes de riposte à la Covid-19.

La SADC compte actuellement 44,8 millions de personnes qui seraient en situation d'insécurité alimentaire et l'épidémie acridienne constitue une menace pour les efforts visant à rétablir la sécurité alimentaire dans la région, a déclaré le Secrétariat.

En outre, les États membres doivent faire face à d'autres priorités urgentes, notamment la lutte contre d'autres ravageurs et maladies tels que la mineuse des feuilles de la tomate, les maladies à virus du banana bunchy top et la nécrose létale du maïs.

Dans le cadre de ce projet, la SADC travaille avec la FAO, l'IRLCO-CSA pour renforcer la capacité des pays touchés et des institutions régionales à répondre à la menace du CMA.

Pour lutter avec succès contre la menace des Criquets Migrateurs Africains, les États membres de la SADC ont convenu de se réunir pour renforcer la capacité de réponse d'urgence des pays touchés et des institutions régionales de soutien afin de supprimer les ravageurs dans les points chauds.

Ils sont convenus, entre autres mesures, de:

- Établir une surveillance, une alerte précoce et un contrôle antiacridiens à base communautaire pour renforcer le lien entre les interventions d'urgence et la résilience des communautés;
- Renforcer les systèmes d'alerte précoce grâce à la participation communautaire, à la surveillance, à la cartographie et à l'utilisation des applications de rapport et de communication des technologies de l'information et de la communication (TIC);
- Renforcer l'achat d'urgence d'équipements de surveillance et d'intervention, de pesticides et / ou de services;

Entreprendre une pulvérisation ponctuelle d'urgence au sol avec des pesticides synthétiques écologiques; et

Renforcer les mécanismes existants d'échange d'informations et de coordination entre les pays pour une réponse collective efficace.

La région de la SADC a connu des flambées d'un certain nombre de ravageurs et de maladies transfrontières des plantes ces dernières années, la chenille légionnaire d'automne étant la dernière à être introduite en 2017.

On pense que le changement climatique est le principal moteur des nouvelles introductions en raison des changements dans les régimes météorologiques qui créent environnement propice à l'introduction, à l'établissement et à la propagation de nouveaux ravageurs et maladies. □



LA SADC approuve la VISION 2050, le RISDP 202

LES LEADERS de la SADC ont approuvé une vision à long terme qui définit les aspirations de la région jusqu'en 2050 ainsi qu'un nouveau plan stratégique dans la mesure où ils cherchent à approfondir davantage l'intégration régionale au cours des 10 prochaines années.

La Vision 2050 de la SADC et le Plan Indicatif de Développement Stratégique Régional 2020-2030 ont été approuvés par le 40ème Sommet ordinaire de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) qui s'est tenu virtuellement le 17 août et abrité par le Mozambique.

« Le Sommet a approuvé la Vision 2050 de la SADC, qui est basée sur une fondation solide de paix, de sécurité et de gouvernance démocratique, et fondée sur trois piliers interdépendants, à savoir: le développement industriel et l'intégration des marchés; le Développement des infrastructures à l'appui de l'intégration régionale; et le développement du capital social et humain », lit-on dans un communiqué publié à l'issue du sommet.

« Le Sommet a également approuvé le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional 2020-2030 pour opérationnaliser la Vision 2050. »

Le RISDP 2020-2030 fait suite au RISDP révisé 2015-20 qui s'est terminé en mars 2020.

L'approbation de la Vision 2050 de la SADC est l'aboutissement d'un long processus consultatif qui a commencé il y a plus de huit ans lorsqu'un sommet extraordinaire de la SADC tenu en juin 2012 en Angola a décidé que la région devrait développer une vision à long terme qui reposera sur la vision actuelle de la SADC «d'un avenir commun dans une communauté régionale qui garantira le bien-être économique, l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de vie, la liberté et la justice sociale, ainsi que la paix et la sécurité pour les peuples de l'Afrique australe».

La Vision 2050 approuvée définit les aspirations à long terme de la SADC au cours des 30 prochaines années tandis que le RISDP 2020-30 décrit la trajectoire de développement proposée pour la région jusqu'en 2030.

Le plan stratégique décennal est éclairé par les aspirations énoncées dans la vision à long terme. Dans le cadre de la Vision 2050 de la SADC, la région a cinq aspirations:

Création d'un environnement propice pour favoriser la coopération et l'intégration régionales et maintenir la libre circulation équitable des marchandises, des personnes ou de la main-d'œuvre, des capitaux et des services;

Mobilisation accélérée des ressources de l'intérieur de la région et de sources externes pour accélérer la mise en œuvre des politiques et programmes de la SADC, et abandon de la dépendance actuelle envers les Partenaires Internationaux de Coopération vers une approche plus diversifiée, mieux intégrée et complémentaire;

Amélioration de la mise en œuvre des politiques et programmes de la SADC grâce à la réalisation effective des rôles et responsabilités assumés par divers acteurs et entités à travers des réformes institutionnelles au niveau du Secrétariat de la SADC, des comités nationaux de la SADC et des points de contact nationaux;

❖ Conformité renforcée par les États membres grâce à la mise en œuvre de mécanismes efficaces de contrôle et d'assurance de la conformité pour suivre les progrès de la mise en œuvre des programmes de la SADC et le respect des Protocoles et des instruments juridiques. Cela nécessitera un examen régulier du RISDP 2020-30 de la SADC pour permettre l'application efficace et authentique de la géométrie variable, faciliter l'apprentissage actif et tirer parti des technologies pertinentes et émergentes; et

Renforcement des programmes de visibilité et de sensibilisation comme moyen de susciter et de maintenir l'intérêt, la sensibilisation et la participation des citoyens de la SADC et des fonctionnaires des États membres responsables de la conduite du programme d'intégration régionale.

La Vision 2050 de la SADC et le RISDP 2020-30 envisagent une région industrialisée pacifique, à revenu moyen à élevé, où tous les citoyens jouissent d'un bien-être économique durable, de la justice et de la liberté. La vision vise à consolider la Communauté en tirant parti des domaines d'excellence et en mettant en œuvre des priorités pour parvenir à un développement socio-économique durable et inclusif, soutenu par une bonne gouvernance et une paix et une sécurité durables dans la région.

Selon la vision, les États membres de la SADC « s'engagent à respecter les principes fondamentaux de la Communauté, à savoir: l'égalité souveraine de tous les États membres; la solidarité, la paix et la sécurité; les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit; l'équité, l'équilibre et le bénéfice mutuel; et le règlement pacifique des différends. »

La vision cherche à éliminer tous les obstacles à une intégration régionale plus approfondie, guidée par les objectifs et les principes du Traité de la SADC et du Programme commun.

En établissant les bases de la paix, de la sécurité et de la gouvernance démocratique, la SADC envisage de rester une région pacifique et stable, ce qui est considéré comme une condition nécessaire pour assurer la réalisation des objectifs de développement socioéconomique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale d'ici 2050.

Cet objectif devrait être atteint grâce au renforcement des systèmes régionaux d'alerte précoce ainsi que des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits pour permettre à la région de suivre et de surveiller les menaces politiques, sécuritaires et socio-économiques avant qu'elles ne deviennent de graves problèmes.

Il est envisagé que d'ici 2050 la SADC aurait renforcé son système de défense et de sécurité collective capable de sauvegarder l'intégrité territoriale de la région.

Dans le cadre du pilier Développement industriel et Intégration des marchés, la vision est que la SADC soit une région industrialisée et intégrée où les citoyens bénéficient équitablement des





opportunités d'un marché régional stable. Ce but serait éclairé par les objectifs Développement Industriel Accéléré de l'Union africaine pour l'Afrique, de la stratégie de la Science, de la Technologie et de l'Innovation l'Afrique, de la Vision Minière Africaine, de la Stimulation Commerce intra-africain et du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine et serait intégré dans le programme plus large Zone Libre-Échange Continentale Africaine.

D'ici 2050, la SADC s'engage à avoir une régionale économie industrialisée basée sur un environnement compétitif et facilitateur, qui comprend une infrastructure robuste, développement des compétences et la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation pour assurer l'exploitation durable ressources naturelles.

Il est prévu que d'ici 2050, le secteur agricole de la SADC aurait été transformé par la mécanisation et d'autres mécanismes afin de contribuer à la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.

Le secteur agricole est considéré comme un moteur de développement socio-économique dans la plupart des États membres de la SADC, d'où la volonté d'approfondir la coopération et la collaboration afin de stimuler la production et de lutter contre l'insécurité alimentaire.

La Vision 2050 de la SADC et le RISDP 2020-30 prévoient également des économies bleues et vertes compétitives interconnectées et intégrées qui seront développées de manière durable au profit de tous les citoyens de la SADC.

Une intégration approfondie des marchés régionaux sera développée, ainsi qu'une intégration approfondie des marchés financiers, une coopération et des investissements monétaires, ainsi qu'une stabilité et une convergence macroéconomiques renforcées.

Concernant le deuxième pilier du Développement des Infrastructures à l'appui de l'intégration régionale, l'objectif est que, d'ici 2050, la SADC dispose d'un appareil, de services et de réseaux d'infrastructure transfrontaliers efficaces et efficients pour soutenir et faciliter une intégration régionale plus approfondie et réduire ou éviter les conflits transfrontaliers.

La région envisage une infrastructure et des réseaux intégrés et de qualité homogènes, y compris une capacité améliorée de construction, d'entretien et d'exploitation d'infrastructures et de services régionaux abordables.

Dans le cadre du troisième pilier du Développement du Capital Social et Humain, la SADC veut, d'ici 2050, avoir une qualité de vie élevée dans laquelle les citoyens sont bien éduqués et jouissent d'une vie longue, saine et productive qui renforce le lien entre la croissance économique et le développement humain durable pour mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes.

Cette base de capital humain forte et inclusive devrait permettre aux citoyens de la SADC de jouer un rôle central dans le développement socio-économique grâce à une productivité accrue.

Dans le cadre de ce pilier, la SADC cherche à renforcer et harmoniser les systèmes de santé régionaux pour la fourniture de services de santé normalisés et accessibles à tous les citoyens, une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le bien-être socio-économique des populations de la région.

En outre, la vision vise un accès accru des citoyens de la SADC à une éducation de qualité et pertinente et au développement des compétences, y compris en science et technologie, et une création d'emplois accrue avec des opportunités de travail décent pour le plein emploi productif dans la région.

En ce qui concerne les questions transversales du genre, de la jeunesse et du changement climatique, la vision est que, d'ici 2050, la SADC serait une communauté où les citoyens sont traités de manière égale, quel que soit leur sexe, et où les jeunes sont autonomisés.

La SADC entreprend d'intensifier l'égalité des sexes, l'autonomisation et le développement des femmes, tandis qu'il y aura un système statistique régional robuste et réactif pour soutenir les processus d'intégration régionale, y compris la mesure des progrès et de l'impact, d'ici 2050.

L'objectif est également de viser à améliorer l'autonomisation des jeunes et leur participation à tous les aspects du développement social et économique, ainsi qu'à renforcer la résilience au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe.





La SADC renforce ses efforts pour exploiter les ressources gazières

Par Nyarai Kampilipili

LA SADC explore les moyens d'exploiter le potentiel des réserves massives de gaz naturel qui existent dans la région et a renforcé les efforts pour exploiter ces ressources avec le Secrétariat présentant les principaux résultats et recommandations d'un rapport sur le plan directeur régional du gaz.

Lors du 38ème Sommet de la SADC tenu à Windhoek, Namibie en août 2018, le Secrétariat a été chargé d'opérationnaliser le Comité régional du gaz et d'élaborer le Plan directeur régional du gaz (RGMP).

Avec le soutien financier de la Banque de Développement de l'Afrique australe (DBSA), le Secrétariat a commandé une étude sur l'état du secteur du gaz naturel qui a été entreprise entre novembre 2019 et avril 2020.

Compte tenu de la complexité du secteur et de l'impératif de parvenir à un consensus aux niveaux national et régional en ce qui concerne le rôle et l'avenir du gaz naturel dans la région, il a été résolu d'adopter une approche progressive et graduelle de l'élaboration du RGMP.

Il a été convenu que la phase 1 impliquerait de définir le cadre conceptuel et politique, en se concentrant sur l'étude de la dynamique de l'offre et de la demande de gaz naturel.

La deuxième phase impliquerait un schéma directeur du secteur, qui se concentrerait sur la cartographie de l'emplacement stratégique des industries ou des projets du gaz naturel, et le développement du RGMP avec un plan d'investissement.

Dans le cadre de la phase 1, le Secrétariat de la SADC a commandé une étude en 2019 pour contribuer au processus de développement du RGMP qui guidera l'exploitation des ressources de gaz naturel dans la région.

Les principaux résultats et recommandations de l'étude ont été présentés lors d'un séminaire virtuel organisé fin août par le Secrétariat de la SADC en collaboration avec la DBSA, la Fondation des entreprises du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), le Conseil des entreprises de la SADC et le Centre de Ressources de Financement du Développement de la SADC.

Le rapport d'étude a déballé les moteurs d'un marché régional du gaz, analysé les cadres réglementaires favorables et évalué la situation de l'offre et de la demande de gaz naturel dans la région ainsi que les perspectives de développement des infrastructures gazières régionales.

Ceci est fait pour faciliter le développement d'une industrie gazière de la SADC et pour établir des centrales de production d'énergie au gaz pour diversifier le mix énergétique de production dans la région, qui est actuellement dominée par le charbon et l'hydroélectricité.

L'étude a évalué les marchés au sein de la SADC et d'autres communautés économiques régionales telles que la Communauté de l'Afrique de l'Est, et a identifié les industries potentielles qui peuvent participer à une chaîne de valeur régionale pour le gaz naturel. Cela comprenait une évaluation du potentiel des entreprises qui agiront comme acheteurs et achèteront le gaz naturel une fois qu'il y aura une production régionale à grande échelle.

Elle reconnaît les tendances et les perspectives de l'industrie du gaz naturel dans le monde et comment celles-ci pourraient avoir un impact sur le RGMP et a compilé une base de données de rapports et d'études pertinents sur les ressources en gaz naturel dans la région.

L'étude déballe les défis qui doivent être relevés afin de construire une économie gazière robuste dans la région de la SADC et a examiné la contribution potentielle secteur du gaz naturel aux réalisations du Plan de Stratégique Développement Indicatif Régional, de la Stratégie et de la Feuille de Route pour le Développement Industriel de la

SADC, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Selon le SADC Energy Monitor 2016, la contribution du gaz au mix énergétique régional est très minime, ne représentant que 1,3% du mix total de la production d'électricité.

Cependant, le gaz naturel devient de plus en plus important pour le secteur énergétique de la région à mesure que l'Angola, la République démocratique du Congo, Madagascar, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie développent leurs gisements de gaz respectifs.

Il est prévu que l'exploitation des vastes réserves de gaz naturel, de gaz de schiste et de méthane de houille qui sont disponibles dans les États membres de la SADC se traduirait par d'importantes opportunités d'emploi et apporterait des milliards de dollars au Produit Intérieur Brut régional.

Le gaz naturel a diverses utilisations potentielles dans la SADC. Il peut être utilisé pour produire de l'électricité ou comme matière première chimique dans les procédés industriels ou comme carburant pour les véhicules. Une autre utilisation potentielle du gaz est dans la production d'engrais.

Par conséquent, l'exploration du gaz naturel représente une opportunité importante pour la SADC de relever ses défis énergétiques et de faire avancer le programme d'industrialisation et d'approfondir l'intégration.

L'un des principaux avantages du gaz est qu'il a un faible profil d'émission de carbone, ce qui en fait une source d'énergie plus propre par rapport aux autres combustibles fossiles. En plus de cela, il est abordable, sécurisé et fiable.





Le programme législatif pour l'intégration du genre dans les énergies renouvelables devrait être renforcé

Par Nyarai Kampilipili

LES DEPUTES d'Afrique australe ont été instamment priés de prendre des mesures concrètes pour conduire le programme législatif visant à faire progresser l'égalité des sexes dans le secteur des énergies renouvelables.

Le Président de l'Assemblée nationale du Zimbabwe, L'Honorable Avocat Jacob Mudenda a déclaré lors d'un atelier virtuel avec des députés de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) que l'entrepreneuriat des femmes dans le secteur de l'énergie a le potentiel d'améliorer considérablement la croissance économique.

Les femmes ont du mal à accéder aux produits et technologies d'énergies renouvelables en raison des coûts de démarrage prohibitifs liés à l'installation de ces équipements. En conséquence, les Femmes parcourent de longues distances pour collecter du bois de chauffage, généralement lourd, ce qui compromet leur santé physique et leur bien-être.

Il est important que les membres du Parlement adoptent un programme législatif concret dont l'objectif est d'intégrer rapidement les énergies renouvelables dans leurs pays respectifs, a déclaré Mudenda.

À cet égard, les États membres de la SADC doivent formuler et mettre en œuvre des politiques qui intègrent ces variables de genre dans les initiatives d'énergie renouvelable, y compris des moyens de rendre les énergies renouvelables plus accessibles à plus de femmes.

Le Président de l'Assemblée nationale de Namibie, l'Honorable Professeur Peter Katjavivi a déclaré que les parlementaires devraient jouer un rôle important en facilitant la représentation, la participation et l'intégration du genre dans tous les domaines.

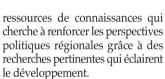
Il est de notre rôle en tant que parlementaires de nous assurer que nous faisons pression pour une législation propice pour faciliter la représentation, la participation et l'intégration de l'égalité des sexes dans tous les domaines, y compris les énergies renouvelables, afin que les femmes et les hommes en récoltent les bénéfices et que les moyens de subsistance soient améliorés, a déclaré Katjavivi.

La Secrétaire générale du Forum Parlementaire de la SADC, Boemo Sekgoma, a déclaré que le secteur des énergies renouvelables a des impacts différents sur les femmes et les hommes, il est donc essentiel de développer des lois et des politiques sensibles au genre dans les États membres de la SADC.

Il est essentiel que les gouvernements de la SADC travaillent avec les parlements nationaux pour concevoir des lois et des politiques sensibles au genre qui comblent les lacunes existantes et donnent aux femmes et aux jeunes filles l'éducation, les connaissances et les compétences nécessaires pour comprendre les perspectives qu'offrent les énergies renouvelables et faire partie de la révolution des énergies renouvelables, a-t-elle déclaré.

Le Directeur Exécutif du Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique australe (SARDC), Munetsi Madakufamba, a assuré aux parlementaires que SARDC était prêt à joindre ses forces et à soutenir les parlements nationaux et la région dans le renforcement des capacités pour faire avancer l'agenda du genre et des énergies renouvelables.

Le SARDC est un centre régional indépendant de



Créée en 1985, le SARDC a une solide expérience et expertise dans la recherche, la collecte, l'analyse, la rédaction, documentation et la diffusion des connaissances dans une perspective régionale d'une manière accessible à différents publics, y compris les décideurs politiques et les décideurs du public et du secteur privé, les parlements, les universitaires, les agences de développement, les médias et le public.

L'un des instituts les plus importants du SARDC est le Beyond Inequality Gender Institute qui produit une publication régulière pour la SADC sur l'intégration du genre, le Baromètre de l'Egalité entre sexes et du Développement de la SADC, et a organisé cet atelier virtuel pour les parlementaires avec le Forum parlementaire de la SADC.

L'objectif principal de l'atelier virtuel était de renforcer la capacité des parlementaires à intégrer les questions de genre dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes dans le secteur des énergies renouvelables de la SADC.

L'atelier a stimulé le dialogue entre les parlementaires sur la manière de défendre l'intégration de la dimension de genre dans le secteur des énergies renouvelables par l'adoption d'une législation appropriée et le suivi de la mise en œuvre.

GENRE

L'atelier animé a attiré beaucoup de monde, attirant des participants de neuf États membres de la SADC qui étaient enthousiastes dans leurs discussions et clairs sur leurs besoins en capacités qui, selon eux, étaient largement liés à l'accès aux connaissances pertinentes pour faire avancer le programme et obtenir des résultats.

Les participants à l'atelier, qui provenaient des commissions parlementaires chargées du genre et de l'énergie dans les États membres de la SADC, ont déclaré qu'ils utiliseraient leurs mandats constitutionnels d'élaboration de lois, de contrôle et de représentation pour promouvoir l'égalité des sexes et l'équité dans le secteur des énergies renouvelables.

L'atelier, qui a été abrité par le SARDC en collaboration avec le SADC PF et le Parlement du Zimbabwe, a connu la participation des législateurs d'Angola, d'Eswatini, du Lesotho, de Madagascar, du Malawi, de Maurice, de Namibie, de Zambie et du Zimbabwe. sarde.net 🗇



UN DÉVERSEMENT de pétrole au large de Maurice en juillet menace les efforts de la nation insulaire pour parvenir à une économie bleue.

L'économie bleue est un terme utilisé pour désigner l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et la création d'emplois, tout en préservant la santé de l'écosystème océanique.

La marée noire a été causée par un cargo immatriculé au Japon, le MV Wakashio, qui s'est échoué le 25 juillet après avoir heurté un récif de corail, déversant plus de 1000 tonnes d'huile moteur dans les eaux côtières immaculées de Maurice.

L'huile, qui a recouvert les plages, les récifs coralliens et les mangroves d'une boue toxique, a été décrit comme la plus grande catastrophe écologique jamais produite dans l'océan Indien.

« Nous parlons de décennies pour se remettre de ces dégâts, et certains d'entre eux pourraient ne remettre, jamais se l'océanographe mauricien Vassen Kauppaymuthoo.

Maurice est fortement tributaire du tourisme, un secteur déjà fortement touché par la pandémie actuelle de la Covid-19. Le secteur est le troisième pilier de l'économie après la fabrication et l'agriculture.

On estime que plus de 100 000 nationaux touristes internationaux visitent chaque année la Blue Bay, où le déversement s'est produit.

Les scientifiques notent que l'emplacement du déversement, que la nature des plages sont les facteurs parmi préoccupants.

La marée noire s'est produite au centre d'un réseau de trois refuges naturels de renommée internationale protégés et contenant certaines des espèces les plus menacées de la planète.

Le parc marin de Blue Bay et les forêts de mangroves de la pointe DEsny sont désignés sites protégés Ramsar par l'UNESCO, ainsi que la réserve naturelle de l'île aux Aigrettes, qui contient certaines des espèces les plus rares du pays, comme les dernières forêts d'ébène de basse altitude du pays que l'on ne trouve nulle part ailleurs sur l'île.

La marée noire se serait propagé à d'autres îles périphériques qui sont des réserves naturelles protégées pour les espèces endémiques. Ces habitats et ces populations ont été soigneusement surveillés pendant des années et étaient en voie de rétablissement avant la marée noire.

Le navire utilisait du mazout lourd, un type de carburant moteur couramment utilisé dans la navigation. Il est de nature hautement toxique et nécessite une manipulation particulière lors des opérations de nettoyage.

En conséquence, des efforts sont en cours pour le faire interdire complètement en raison ses risques l'environnement.

Cette huile est déjà interdite en Antarctique et l'Organisation maritime internationale est en train de finaliser ses plans pour la faire interdire de l'Arctique en forte exposition aux rayons ultraviolets du soleil, ce qui la rend plus mortelle.

Les baleines et les dauphins dépendent d'habitats océaniques spécifiques pour se reproduire, et le déversement d'hydrocarbures s'est produit pendant l'hiver plus frais de l'hémisphère sud, à une époque où ils migrent vers la côte de Maurice.

Début septembre, près de 50 baleines ont été retrouvées mortes le long de la côte sud-est de Maurice, y compris des femelles gravides et des juvéniles.

Outre la mort de baleines et de dauphins, le déversement a menacé la conservation des oiseaux de mer locaux et des espèces végétales dans une réserve protégée voisine.

De plus, la récupération du pétrole peut être difficile en raison de la nature sablonneuse des plages et du système racinaire des mangroves qui agissent comme des éponges géantes pour le pétrole toxique. Ainsi, alors qu'une grande partie de l'huile peut ne pas être visible, sa présence se fera sentir pendant de nombreuses années à venir.

C'est pour ces raisons que le 40ème Sommet de la SADC tenu en août a appelé les États membres de la SADC et la communauté internationale à soutenir Maurice dans la maîtrise de la catastrophe.

Cette assistance aidera le pays dans l'effort de nettoyage et l'évaluation environnementale, historique, culturelle, sociale et économique des dommages, la restauration des écosystèmes et la relance de la pêche.

Huit États membres de la SADC sont côtiers ou océaniques et font face à une menace similaire de déversements d'hydrocarbures qui peuvent avoir un impact sur leurs efforts pour parvenir à une économie bleue. Il s'agit de l'Angola, de l'Union des Comores, de Madagascar, du Mozambique, de la Namibie, des Seychelles, de l'Afrique du Sud et de la République-Unie de Tanzanie.

La notion d'économie bleue et la nécessité de stimuler la croissance bleue ont été soulevées pour la première fois lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 visant à saisir le potentiel des activités et des ressources maritimes pour stimuler croissance économique et contribuer de manière significative au développement durable.

Le concept d'économie bleue vise essentiellement promouvoir la croissance économique, l'inclusion sociale et la préservation ou l'amélioration des moyens de subsistance tout en garantissant en même temps la durabilité environnementale des océans et des zones côtières.

comprend diverses composantes, notamment des industries océaniques traditionnelles établies telles que la pêche, le tourisme et le transport maritime, mais aussi des activités nouvelles et émergentes telles que les énergies renouvelables offshore, les industries l'aquaculture, extractives des fonds marins et la biotechnologie marine et la bioprospection. *sardc.net* □



L'Afrique prête à commercer davantage avec elle-même

Par Kizito Sikuka

L'AFRIOUE DEMEURE résolue à changer le paysage économique mondial qui a vu le continent commercer davantage avec le monde extérieur qu'avec luimême.

Le Président Nana Akufo-Addo du Ghana l'a dit à Accra lorsqu'il a officiellement inauguré le siège du Secrétariat de la Žone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

Il a déclaré que la décision des dirigeants africains d'établir un marché intégré est un évènement qui change la donne qui a la capacité de stimuler le commerce intra régional à travers le continent.

« Ŭne grande partie de la croissance et de la prospérité que nous recherchons sur le continent viendra de notre commerce davantage entre nous », a déclaré le Président Akufo-Addo lors du lancement en août.

« Par conséquent, le Ghana, en tant que gardien du Secrétariat de la ZLECAf, mettra toutes les installations nécessaires à sa disposition pour que le Secrétariat soit géré comme une organisation de classe mondiale. »

Le Secrétariat de la ZLECAf est responsable de la gestion globale des activités quotidiennes et de la mise en œuvre de l'Accord de la ZLECAf, qui vise à promouvoir la circulation fluide des biens et services dans les 55 pays africains.

À ce jour, 54 pays au total ont signé l'Accord de la ZLECAf, tandis que 30 l'ont ratifié dans leurs assemblées nationales. Sur ce nombre, 28 ont déjà déposé des instruments de ratification auprès de la Commission de l'Union africaine (UA).

Le processus d'approbation instrument juridique Continental nécessite, tout d'abord, la signature, puis la ratification, un processus différent d'un pays à

Un protocole « entre en vigueur » après ratification par au moins 22 États membres de l'UA, faisant ainsi passer le droit continental d'une intention déclarée à une application effective.



Le Président Akufo-Addo a déclaré que l'Afrique devrait travailler ensemble pour faire en sorte que le marché élargi soit un énorme succès.

"Le monde regarde pour voir si le Secrétariat de la ZLECAf fournira effectivement le tremplin pour l'intégration économique et la croissance rapide de l'Afrique, et je suis convaincu que si nous travaillons ensemble, réussirons.'

« Par conséquent, j'exhorte les États membres à redoubler d'efforts pour régler toutes les questions de mise en œuvre en suspens, en vue de leur adoption par la Conférence de l'UA lors du prochain Sommet extraordinaire prévu en décembre 2020, afin d'ouvrir la voie à un démarrage sans heurts des négociations le 1er janvier 2021. »

Les échanges dans le cadre de l'Accord sur la ZLECAf devaient commencer le 1er juillet. Cependant, en raison de la pandémie de la COVID-19, la date a été reportée au 1er janvier 2021. Le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a déclaré que l'opérationnalisation de l'Accord sur la ZLECAf marquera un pas de géant vers la réalisation de la vision définie par les Leaders Fondateurs de l'UA. Les Leaders Fondateurs de l'UA anciennement l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) prévoyaient un continent intégré, prospère et uni.

« En effet, le lancement du Secrétariat de la ZLECAf marque une étape historique sur la voie de la réalisation de la vision de nos

Fondateurs Pères pour l'intégration continentale qui remonte à la session inaugurale de l'OUA en 1963, exprimée le plus fortement par le président d'alors Kwame Nkrumah dans son discours historique », a déclaré le Dr Mahamat.

Il a déclaré qu'il convenait que le Secrétariat de la ZLECAf soit basé au Ghana - un pays dont le président fondateur a été le pionnier du Panafricanisme avec d'autres leaders africains tels que Nyerere, Président fondateur de la République-Unie de Tanzanie.

Le Secrétaire général du Secrétariat de la ZLECAf, Wamkele Mene, a déclaré qu'un marché intégré offre à l'Afrique la possibilité de faire face aux défis importants du développement commercial et économique tels que la fragmentation du marché, la dépendance excessive à l'égard

des exportations de produits de base, les chaînes de valeur régionales industrielles sousdéveloppées, ainsi que des barrières réglementaires tarifaires élevées au commerce intra-africain.

« En d'autres termes, l'Afrique continue d'être piégée dans un modèle économique colonial, qui exige que nous mettions en œuvre de manière agressive la ZLECAf comme l'un des outils permettant d'effectuer une transformation structurelle fondamentale de l'économie africaine », a déclaré Mene.

« La ZLECAf est donc une réponse essentielle aux défis de développement de l'Afrique. Elle a le potentiel de permettre à l'Afrique stimuler considérablement le commerce intra-africain et d'améliorer les économies d'échelle grâce à un marché intégré. » 🗖

Les Seychelles ratifient le Protocole de la SADC sur l'industrie

LES SEYCHELLES sont devenues le premier État membre à ratifier le Protocole de la SADC sur l'Industrie, qui vise à améliorer l'environnement politique pour le développement industriel dans la région.

Le processus d'approbation des instrument juridiques régionaux au sein de la SADC nécessite, tout d'abord, la signature, puis la ratification, un processus différent d'un pays à l'autre.

Un protocole « n'entre en vigueur » qu'après ratification par les deux tiers des 16 États membres de la SADC.

Le Protocole sur l'industrie a été approuvé en août 2019 et devrait donner un effet juridique à la stratégie et à la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063, qui visent à libérer_le potentiel industriel de la région.



LA RÉPUBLIOUE-UNIE de Tanzanie se rendra aux urnes le 28 octobre pour choisir un président et des membres du Parlement pour les cinq prochaines années.

Selon la Commission électorale nationale (NEC) de Tanzanie, un total de 15 candidats se présenteront au scrutin présidentiel.

Il s'agit notamment du président sortant John Magufuli de Chama Cha Mapinduzi (CCM).

Parmi les autres candidats figurent Tundu Lissu, chef du principal Parti d'opposition pour la démocratie et le progrès (Chadema), et Bernard Membe, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien haut fonctionnaire du CCM, qui dirige désormais l'Alliance pour le changement et la transparence (ACT-Wazalendo).

Le Président Magufuli, qui souhaite être réélu pour un deuxième et dernier mandat, s'est engagé à se concentrer sur la relance de l'économie du pays et à mener à bien des projets clés visant à faire de la Tanzanie « une grande nation ».

Depuis son élection en 2015, Magufuli a mis en œuvre un certain nombre de projets visant à transformer le pays - et en juillet 2020, le pays a dûment réalisé sa vision des revenus intermédiaires, cinq ans plus tôt que prévu.

« Nous avons la capacité de mettre en œuvre ces projets et nous les mettrons en œuvre rapidement en utilisant les ressources locales », a déclaré Magufuli à ses partisans lors d'un récent rassemblement de campagne, ajoutant certaines des initiatives prévues au cours des cinq prochaines années comprennent l'achat de cinq nouveaux avions pour la compagnie aérienne nationale, la création d'emplois pour huit millions de personnes et l'augmentation des recettes touristiques.

Lissu a déclaré que sa priorité absolue était d'améliorer les services d'éducation et de santé dans le pays.

« Nous voulons voir tous les Tanzaniens avec des cartes d'assurance maladie et c'est possible et pratique, car un meilleur système de santé est crucial pour le développement de tout pays », a-t-il déclaré.

Lissu est retourné en Tanzanie en juillet après avoir passé trois ans en Belgique.

Membe, qui a été ministre des Affaires étrangères de 2007 à 2015, s'est engagé à améliorer l'économie et à lutter contre la pauvreté.

La Tanzanie utilise le système électoral uninominal majoritaire à un tour pour choisir son président et ses membres du Parlement.

Lors des dernières élections tenues en 2015, le Président Magufuli a remporté 58,46% du total des suffrages exprimés contre 39,97% recueillis par son plus proche rival, Edward Lowassa, alors chef de Chadema.

Le scrutin présidentiel se tiendra en même temps que les élections parlementaires, au cours desquelles les partis se disputeront 264 sièges dans un parlement monocaméral.

L'Assemblée nationale de la Tanzanie, le Bunge, compte 393 membres - dont 264 sont élus des circonscriptions uninominales et 118 sont élues indirectement, dont 113 femmes élues par les partis politiques proportionnellement à leur part du vote électoral et cinq membres de Zanzibar, dont deux doivent être des femmes.

Dix membres sont nommés par le Président du Syndicat, dont cinq doivent être des femmes, et un siège est réservé au Procureur Général. Président peut être désigné de l'extérieur du Parlement et devient membre du Parlement en vertu de la détention du poste de Président.

l'Assemblée nationale sortante, 248 sièges étaient occupés par des hommes et 145 sièges par des femmes, pour une proportion de 36,9% de femmes. Un peu plus de 24 pour cent des membres avaient moins de 45 ans.

Les îles semi-autonomes de Zanzibar, comprenant les îles Unguja et Pemba, organiseront des élections le même jour.

Le président fondateur de la Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere, a uni le Tanganyika continental aux îles de Zanzibar 1964 pour former la République-Unie de Tanzanie.

Le parti au pouvoir, le CCM, a choisi Hussein Mwinyi comme candidat présidentiel à Zanzibar, et il se dispute contre Maalim Seif Sharif Hamad de l'ACT-Wazalendo.

Le parti Chadema ne présente pas de candidat à la présidentielle à Zanzibar et soutient Hamad.

Les organisations locales, régionales et internationales devraient observer les élections, notamment d'observation électorale de la SADC (SEOM).

La SEOM sera dirigée par le Ministre des affaires internationales de et la. coopération du Botswana, le Dr Lemogang Kwape.

La SEOM est en Tanzanie à l'invitation du NEC et sa conduite sera conforme à la Constitution et à la loi électorale de la Tanzanie, ainsi qu'aux dispositions des Principes et directives révisés de la SADC élections régissant les démocratiques.

La SEOM publiera une déclaration après les élections sur la conduite du scrutin.

Ceci est conforme aux principes et directives de ŚADC régissant élections démocratiques, qui encouragent les États membres à promouvoir des valeurs et des systèmes politiques communs.

Directives régionales pour l'observation des élections pendant les pandémies

LA SADC élabore des Directives pour l'observation des élections pendant les pandémies telles que la COVID-19, qui a affecté le paysage socio-économique mondial et entraîné la perte de nombreuses vies.

Les Directives de la SADC pour l'observation des élections dans le cadre des urgences de santé publique aborderont le risque potentiel de propagation du virus et d'autres maladies de ce type pendant les élections, en fournissant des mesures d'atténuation élaborées et des mesures sur la façon de gérer et d'observer les élections au milieu des pandémies avec une sécurité relative.

Le projet de directives a été examiné par le Comité Ministériel de l'Organe en septembre, et servirait principalement de guide à la région pour observer les élections selon les nouveaux protocoles de santé publique pour régir toutes les missions d'observation de la SADC

Les directives ont été élaborées après que la SADC ait noté que la région n'était, en grande partie, pas préparée à déployer ses missions d'observation pendant la pandémie de la COVID-19, et a ainsi instruit le Secrétariat de la SADC en juin d'élaborer des stratégies pour compléter les mesures pour atténuer la propagation de la maladie. *sadc.int*

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI LA SADC AUJOURD'HUI VOL. 22 NO 6 OCTOBRE 2020

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence es activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana

Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070 E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

TRADUCTFUR

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipili, Kumbirai Nhongo Maidei Musimwa, Tariro Mutwira, Tanaka Chitsa, Monica Mutero, Raymond Ndhlovu, Thenjiwe Ngwenya, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Energie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2020

SADC AUJOURD'HUI recoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou de rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARD

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

> CONCEPTION & MISE EN PAGE Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 magufulidailynewstz, www.presidencia.gov.mz; P2 omc ac ke, GCIS / GovernmentZA / CC BY-ND, Michelle D. Gavin, P4 nyasatimes.com, maserumetro.com, herald.co.zw P5 3-mob.com, flipboard.com; P6 cimmyt.org, allafrica.com; p7 carbonbrief.org, aljazeera.com; P9 commons.wikimedia.org, Masterfile (Royalty-Free Div.), allafrica.com; P10 eco-weekly.com; P11 zimbabwesituation.com, economist.com.na, ecdpm.org, P12 samachar-news.com, cwpproperty.com, Bernard Beaussier/AdobeStock; P13 African Union, carmagblog.co.za; P14 tbc.go.tz, dailynews.co.tz, thecitizen.co.tz; P16 sadc.int, António P. Domingues

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Couriel: sadctoday@sardc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House,15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe Tel +263 242 791 141

> www.sardc.net Connaissance pour le Développement



Austrian





Cette publication est réalisée dans le cadre d'un projet financé par l'Agence Autrichienne de Développement / Coopération Autrichienne au Développement. La responsabilité du contenu incombe entièrement aux éditeurs, les informations et opinions exprimées ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence Autrichienne de Développement / Coopération Autrichienne au Développement.







Octobre – Décembre 2020

Octobre 15 Virtuel

Réunion du Groupe Thématique sur l'Energie de la SADC

Le groupe thématique sur l'énergie est une réunion de coordination de la SADC et de ses organisations subsidiaires avec des partenaires de coopération et des experts pour examiner la situation énergétique dans la région. La réunion se déroule par vidéoconférence en raison de la pandémie de la COVID-19.

15 Virtuel

Réunion du Groupe de Référence Stratégique sur l'Eau de la SADC

Le Groupe de Référence Stratégique sur l'Eau se réunira par vidéoconférence pour discuter des développements dans le secteur de l'eau de la SADC. Le groupe est composés des parties prenantes impliquées dans le développement et la conservation du secteur de l'eau en Afrique australe.

22-24, Seychelles

Élections Générales

Les Seychelles tiendront leurs élections présidentielles et législatives du 22 au 24 octobre. Comme pour toutes les élections aux Seychelles, les électeurs des « îles extérieures » voteront le premier jour, suivis des « îles intérieures » de Mahé, Grand'Anse et La Digue, qui abritent plus de 90% de la population seychelloise.

28, Tanzanie

Élections Générales

La Tanzanie organisera des élections présidentielles, législatives et locales le 28 octobre. Ces élections ont lieu tous les cinq ans et ont eu lieu pour la dernière fois en octobre 2015. La SADC enverra une mission d'observation dirigée par le Ministre des affaires internationales et de la coopération du Botswana.

29. RDC

Comité Exécutif du Pool énergétique d'Afrique australe

La 49ème réunion du Comité Exécutif du Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) discutera de la situation énergétique dans la région. Le SAPP est un organisme régional qui coordonne la planification de la production, le transport et la commercialisation de l'électricité pour le compte des services publics des en Afrique australe.

29-30 Virtuel

Association Internationale des Ressources en Eau

La conférence virtuelle de l'Association internationale des ressources en eau vise à relever les défis et les priorités sur la résilience au changement climatique dans la gestion des ressources en eaux souterraines, y compris l'échange de connaissances scientifiques et politiques, et contribuera aux discussions et aux activités dans le cadre de la COP26 en 2021 et le thème de l'ONU Eau pour 2022 consacré aux eaux souterraines.

Novembre 06, SADC

Journée du paludisme de la SADC

Les États membres de la SADC profitent de cette journée pour mobiliser la participation aux initiatives de lutte contre le paludisme et pour sensibiliser à la maladie, qui compte environ 200 millions de cas en Afrique chaque année et fait plus de 400 000 morts dans le monde. Le paludisme est une maladie mortelle causée par un parasite propagé par les moustiques femelles Anophèles.

20, Afrique

Journée de l'Industrialisation de l'Afrique

La Journée annuelle de l'industrialisation de l'Afrique est célébrée le 20 novembre pour sensibiliser à l'importance du développement industriel en Afrique afin de relever certains des défis économiques auxquels le continent est confronté.

Décembre 1, Mondial

Journée Mondiale du SIDA

Cette journée est consacrée à la sensibilisation à la pandémie du syndrome d'immunodéficience acquis (SIDA) et au partage des connaissances sur la maladie causée par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), qui endommage le système immunitaire et la capacité du corps à résister aux infections et aux maladies.

8-10, Virtuel

Conférence économique africaine

La conférence offre aux chercheurs, aux décideurs et aux partenaires au développement d'Afrique et d'ailleurs l'occasion d'explorer les approches et les cadres de production de connaissances en Afrique, l'efficacité de ses institutions de connaissances et d'innovation dans le développement des compétences, des technologies et des capacités d'innovation nécessaires. Le thème de la conférence est « L'Afrique au-delà de la COVID-19: Accélération vers un développement durable



L'HISTOIRE AUJOU

CETTE ANNÉE marque le 45ème anniversaire de l'indépendance nationale de l'Angola de la domination coloniale portugaise.

L'Angola a eu sa première colonie de peuplement en 1575, tandis que l'indépendance a été obtenue 400 ans plus tard. Pendant des siècles, la colonisation a surtout intéressé l'Europe comme source d'esclaves ou comme dépotoir pour les criminels exilés.

Le contrôle colonial a été officiellement institué à la fin du 19ème siècle après la Conférence de Berlin de 1885, où l'Afrique a été divisée par les puissances européennes principalement pour leurs intérêts en matière de ressources minérales.

Après des décennies d'exploitation, de pillage et de privation des droits et de la dignité humaine, les fils et les filles de l'Angola, avec le soutien de la communauté régionale, ont résisté au régime colonial pour récupérer leur fierté perdue.

La contribution de ces héros et héros à l'histoire de la libération de l'Angola est désormais commémorée le 17 septembre de chaque année. Cette date a été marquée en l'honneur du Président fondateur Agostinho Neto, né le 17 septembre 1922 dans le village de Kaxicane, Icolo e Bengo, dans la province de Bengo, en Angola.

La journée décrit l'héritage du Dr Neto en tant que Président fondateur de l'Angola qui, avec ses compatriotes, a fondé le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) le 10 décembre 1956 pour combattre et déloger le régime colonial portugais.

S'exprimant pendant la guerre de libération en 1968 sur Radio Tanzanie, Neto a déclaré: « Notre lutte n'est pas une lutte isolée dans le monde. Elle fait partie d'une lutte mondiale de l'humanité pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, et c'est dans ce cadre que nous devons voir notre lutte hors des limites étroites des préjugés raciaux.

Neto a défendu la liberté et la règle de la majorité ainsi il a dirigé le MPLA dans la lutte pour l'indépendance de l'Angola et est devenu le premier président de l'Angola après la proclamation de l'indépendance le 11 novembre 1975, jusqu'à sa mort en 1979 à l'âge de 56 ans.

L'indépendance angolaise en 1975 n'a pas apporté la paix car une partie du pays était contrôlée par d'autres groupes bien armés par l'Afrique du Sud de l'apartheid, qui occupait également une zone dans le sud du pays, une bande de 50 km le long de la frontière dite à des fins de défense, mais dans la pratique pour affaiblir l'Angola et attaquer les combattants de libération de la SWAPO du Sud-Ouest africain (aujourd'hui la Namibie) qui était occupé par l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud de l'apartheid a envahi la partie sud de l'Angola en août 1975, avant l'indépendance en novembre et s'est lancée dans des frappes aériennes périodiques dans la zone visant l'armée angolaise, les combattants de la SWAPO et les camps de réfugiés, y compris des attaques militaires sud-africaines directes jusqu'à l'accord de paix officiel en 1989.

Le massacre de Cassinga contre un camp de réfugiés namibiens dans la province de Huila en Angola, le 4 mai 1978, fait partie des atrocités commises par les forces de sud-africaines de l'apartheid pendant cette période.

La bataille de Cuito Cuanavale qui s'est terminée le 23 mars 1988 dans la province de Cuando Cubango, au sud de l'Angola, a changé la face de l'Afrique australe et a été le dernier coup décisif contre l'apartheid.

Cela a été suivi par des négociations fructueuses pour l'indépendance de la Namibie (1990) et la fin de l'administration de l'apartheid en Afrique du Sud (1994). Le 23 mars est maintenant marqué par la SADC comme la Journée de la libération de l'Afrique australe.

Cela reflète la solidarité et l'unité régionales qui ont contribué à la réalisation de la libération politique en Afrique australe et peuvent continuer à être exploitées par la Communauté de l'Afrique australe (SADC) pour l'intégration régionale et le développement économique.

□

Neto, une icône de l'indépendance en Angola

AGOSTINHO NETO est respecté en tant que père de l'indépendance en Angola, et son rôle et son héritage sont célébrés le 17 septembre comme la Journée nationale des héros.

La vie du président fondateur qui aurait eu 98 ans cette année est célébrée avec une exposition d'art, d'artisanat et de matériel sur sa vie et son œuvre qui a été lancée à Lubango, dans la province de Huila.

L'honneur et la reconnaissance du dévouement et de la contribution exceptionnelle de Neto à la lutte de libération sont conformes à l'approbation récente par les ministres de la SADC responsables de la paix et de la sécurité de la nécessité d'établir un mécanisme pour honorer les fondateurs de la SADC.

La mise en place d'un mécanisme pour honorer l'héritage des Fondateurs de la SADC devrait apprécier et reconnaître la vision et les actions des leaders qui ont initié le périple vers l'intégration régionale en Afrique australe il y a plus de 40 ans. \square



APRÈS AVOIR atteint l'objectif de l'indépendance politique de l'Angola en 1975, Agostinho Neto est devenu membre des États de première ligne pour faire avancer la lutte politique pour l'indépendance dans la région.

JOURS FERIES DANS LA SADC

Octobre - Décembre 2020

Octobre - Décembre 2020		
4 Octobre	Journée de l'Indépendance Journée de la paix et de la	Lesotho
	réconciliation nationale	Mozambique
14 Octobre	Journée Mwalimu Nyerere	Tanzanie
15 Octobre 18 Octobre	La Fête des Mères	Malawi Zambie
24 Octobre	Journée nationale de prière Journée de l'Indépendance	Zambie
29 Octobre	Anniversaire du prophète	Comores
29 Octobie	Journée Maulid	Tanzanie
	Journee Madrid	Tarizariic
1 Novembre		Maurice, Seychelles
2 Novembre	Arrivée des ouvriers sous contr	
	Toussaint	Angola
11Novembre	Journée de l'Indépendance	Angola
14 Novembre	Diwali (Festival de la Lumière)	Maurice
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée Internationale des	
445/	Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée Nationale de l'Unité	Zimbabwe
25 Décembre	Jour de Noël	Toute la SADC
		eption de l'Angola et du Mozambique
		gola, Mozambique
26 Décembre	Journée de la Famille	Namibe
20 Decembre		ia, Lesotho, Malawi,
		nzanie, Zimbabwe
28 Décembre	Journée de l'Incwala	Eswatini